

La FRANCE et la CONSTRUCTION EUROPEENNE

de Robert Schuman à Emmanuel Macron,

le 04/12/18 à UTL en IROISE, par Bernard Bruneteau professeur de Sciences Politiques à Rennes

Le sujet est complexe, de dimension nationale et internationale, et date des années 50.

Emmanuel Macron, en 2017, dans son discours dit « de la Sorbonne » veut relancer le défi européen. L'Europe doit être une plateforme plus efficace. Il y exprime une volonté de refondation avec en particulier la création d'une armée européenne.

En mars 2016, 26 % des sondés considèrent que L'Europe leur apporte plus d'avantages. 38 % des français expriment leur hostilité, paradoxe à examiner.

Depuis le début des années 50

1 – La France apparaît comme acteur et force motrice de la construction européenne,

2 – En même temps dans le pays se manifeste un clivage entre pro et anti européens à travers des crises franco-françaises. Un populisme anti-européen y apparaît.

L'inventaire des initiatives européennes françaises au nombre de 6 sont suivies de 6 crises dans notre pays. Bien que pays fondateur, la relation de la France à l'Europe n'est pas dénuée d'ambiguïté. On note deux visions différentes et on observe un rapport particulier de la culture française à l'Europe.

L'identité européenne est-elle antinomique de l'identité française ?

I – Les 6 initiatives françaises

1 – Premières initiatives françaises dans les années 50-54 avec la création par le « **Traité de Paris** » de la **C.E.C.A le 18/04/1951. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier)**

Elles se font autour de deux personnalités appelées « pères de l'Europe » :

- Robert Schuman (1886-1963), membre de la Démocratie Chrétienne Française, ministre des Affaires étrangères,
- Jean Monnet (1888-1979) fonctionnaire international.

Ils développent une stratégie d'intégration donc un transfert de souveraineté entre les 6 pays fondateurs (France, Italie, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas), l'objectif étant de pacifier les relations avec l'Allemagne.

Monnet a travaillé à la S.D.N, Société des Nations, ancêtre de l'O.N.U) : c'est un technicien, promoteur de l'atlantisme et du libre-échange.

Sa méthode : prendre des initiatives par secteurs, puis par débordements sectoriels successifs.

Pour construire l'Europe, les deux hommes s'intéressent d'abord au secteur de la production du charbon et de l'acier. L'impulsion est spécifiquement française. Ce ne peut être l'Allemagne qui n'a pas de statut, ni l'Italie qui sort du fascisme, ni l'Angleterre... Le breton René Pléven participe à ce projet ambitieux qui imagine aussi une communauté de défense .

De Gaulle en est absent car il est hostile à une armée commune. Les américains, à l'époque engagés en Corée, veulent se dégager militairement de l'Europe.

L'armée allemande serait ainsi « enveloppée » dans l'armée européenne.

Ce projet répond à un idéal pacifiste.

L'autorité politique a aussi pour objectif la constitution d'une Fédération Européenne, projet qui n'aboutira pas.

2 – A partir de 1957 nouvelle initiative pour un **Marché Commun** par le « **Traité de Rome** » (25/03/57) et la **création de la C.E.E** (Communauté Economique Européenne) **et de la C.E.E.A** (Communauté économique Européenne de l'énergie Atomique). Au charbon et à l'acier on ajoute l'atome :



Robert Schuman



Jean Monnet



René Pléven

c'est un projet neuf, porteur d'intégration. L'atome est considéré alors comme une industrie d'avenir, une industrie propre : « tout est propre dans le nucléaire » entend-t-on à l'époque.

Le chef du gouvernement du moment est le socialiste Guy Mollet. C'est un européen, convaincu de longue date. Maurice Faure, ancien déporté qui a connu les camps, ministre des Affaires Etrangères de Guy Mollet est lui aussi un européen convaincu.

La France met tout son poids pour un processus de transition, d'harmonisation. Le « Traité de Rome » stipule que doit y être associé l'outremer français.



Guy Mollet

3 - 3ème initiative française en 1962-63 avec De Gaulle. Le 14 01 1962 est signée la **P.A.C, politique agricole commune**. Les céréaliers français en particulier y voient un grand intérêt pour l'écoulement de leurs céréales sur le marché européen.



Maurice Faure

4 - Dans les années 70 on relève deux initiatives du président Giscard d'Estaing

A partir de 1974 le **Conseil Européen** réunit régulièrement les Chefs d'Etats Européens. Ils se rencontrent 2 ou 3 fois par an. Giscard et Schmitt projettent le **système monétaire européen S.M.E** pour stabiliser les taux de change entre les divers pays. L'Europe va alors définir le serpent monétaire européen qui a aussi pour objectif d'éviter les déficits monétaires nationaux et ce, en prévision d'une élection possible de la gauche au pouvoir en France.



Giscard et Schmitt

Autre initiative : le **Parlement Européen**, composé au départ par des délégués nommés par les différents états puis par les députés élus au Parlement.

La 1ère élection se tient en 1979. En France **Simone Veil** mène la liste giscardienne. C'est une femme progressiste qui a porté la loi sur l'avortement. Son passé de déportée à Auschwitz en fait un symbole vivant de la nécessité de construire l'Europe. Elle est élue à la **présidence du 1er parlement européen**, devant la liste socialiste et la liste gaulliste, par 189 voix. Elle ne fait pas le plein de toutes les voix de droite : certains lui reprochent la loi sur l'avortement et elle est la candidate de Giscard qui ne fait pas l'unanimité à droite.



Simone Veil

L'image internationale de l'Europe est assez forte. En 1980 le parlement européen décide le boycott des jeux olympiques de Moscou.

Derrière l'initiative française, il y a la réponse au projet Américain : le monde est considéré comme plus dangereux avec la reprise de la guerre froide. Le contexte international pousse les européens à se réunir.



François Mitterrand et Helmut Kohl

François Mitterrand, très européen, est-il opportuniste ou revient-il à ses idées ? Après 1981, l'union économique devient décisive. En 1983, suite au clivage à gauche, Mitterrand tranche : la France reste dans le S.M.E et joue à fond la carte européenne avec son ministre **Jacques Delors**.

Celui-ci deviendra le **président de la Commission Européenne**.

La rencontre Mitterrand-Kohl à Verdun relance la coopération européenne qui redémarre en 1984-1985. Quant aux modalités du vote, on va passer à la **majorité et non à l'unanimité** comme c'était le cas précédemment.



Jacques Delors

6 - Le 1er janvier 1993 est créé le grand « Marché Unique » avec la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

Mitterrand craint de voir l'Allemagne retrouver son statut de grande puissance : il faudrait la « ligoter » pour qu'elle ne retrouve pas son statut de 1ère puissance.

II - Les 6 initiatives françaises seront suivies de 6 crises dans le pays.

1 - Il y a un clivage politique mais aussi des clivages transversaux.

Le « **Traité de Paris** » est ratifié dans 5 des 6 états fondateurs sans problème. (Italie, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas). Par contre, le dernier, l'état français dont l'armée est engagée en Indochine, diffère le vote concernant la C.E.E. Le climat est agité dans l'opinion. Le PC voit derrière le C.E.C.A le réarmement de l'Allemagne. Sur une de ses affiches on voit un soldat casqué et le village d'Oradour sur Glane, victime de massacres par l'armée allemande en 1944. Il y a des procès en cours et le PC s'enorgueillit de sa participation à la résistance à travers les Francs Tireurs Partisans (F.T.P).

Les gaullistes aussi s'opposent violemment au traité. La S.F.I.O, le M.R.P et le P.S sont divisés. Les Radicaux dont le président Edouard Herriot sont contre.

C'est l'armée européenne qui pose problème.

Les neutralistes de gauches et du centre droit pensent que l'Europe devrait être déclarée « neutre » comme la Finlande par exemple : ils craignent des risques de guerre.

2 - **En 1957** le projet de « **Marche Commun** » trouve une forte opposition en France. Les syndicats comme la CGT ne le trouve pas assez social, les patrons du textile, les radicaux en ont peur.

3 - **En 1965**, c'est la crise de la chaise vide. Le projet ouvertement fédéraliste va susciter l'opposition de De Gaulle. A partir de 1965 il existe 2 visions de l'Europe. La France ne va plus siéger au conseil des ministres : les institutions sont bloquées jusqu'à fin janvier 1966. Le projet est retiré. On repasse au vote à l'unanimité.

Il y aura un impact sur les élections de décembre 1965 : de Gaulle doit affronter un second tour. Son opposant, l'europeen Jean Lecanuet fait 15 % privant De Gaulle d'une élection au premier tour.

4 - **entre 1972 et 1979** se tiennent les référendums sur l'entrée de la Grande Bretagne dans le marché commun. En France il y aura 1/3 de oui, 1/3 de non, 1/3 d'abstentions.

Les Gaullistes, contre, sont intransigeants. Le 01 12 1976 **Jacques Chirac**, qui vient de quitter son poste de 1^{er} ministre de Giscard, technocrate conseillé par les gaullistes Marie-France Garraud et Pierre Juillet lance son « Appel de Cochin », discours à la charte souverainisme et son mouvement anti-européen, le D.I.F : défense des intérêts de la France en Europe. Chirac s'europeanise par la suite à partir des années 1980 : c'est l'originalité du souverainisme de droite.

Il y a aussi une opposition de gauche. Le PC affiche « j'aime mon pays » sur une carte de France : c'est le national communisme.

Au PS, JP Chevènement membre de l'aile gauche du P.S considère l'Europe comme antinomique du socialisme

5 - Le 07/02/ **1992** « **Traité de MAASTRICHT** » : Mitterrand choisit le référendum pour donner plus de poids à la décision.

Sont contre :

- à Droite : Pasqua, Séguin, De Villiers
- à Gauche, le PC et Chevènement, les Verts
- Le Front National, anti-européen.

La sociologie électorale est la suivante :

- France du oui (51%): les grandes villes et les métropoles
- France du non (49%): les petites villes, les zones en difficultés, la France



Affiche PC 1950



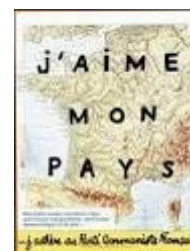
Edouard Herriot



Charles De Gaulle



P Juillet, J Chirac
MF Garraud



Affiche PC



P Seguin, C Pasqua

périphérique. Ces clivages se retrouvent lors du référendum de 2005 et sont toujours d'actualité.

Est alors créée l'U.E (l'Union Européenne). La Constitution Européenne codifie l'économie libérale.

III - Explication des crises.

Après 1945 la position française est ambiguë et fait face à un dilemme.

Au sortir de la 2ème guerre mondiale, la France veut demeurer une grande puissance.

L'Allemagne doit être reconstruite donc il faut se réconcilier.

La position de la France tourne autour de 2 axes :

- moderniser ses structures par mise en commun des économies.
- grâce à sa politique étrangère, la France voudrait être la voix de l'Europe.

Second aspect : le lien Franco-Allemand.

Un lien bilatéral interdépendant solidaire ferait perdre un peu de souveraineté.

La France hésite entre deux politiques. Elle a une vision instrumentale de la situation, divisée entre Technique et Politique, ce qui induit une hiérarchie inavouée.

2ème niveau d'explication : **la culture politique du pays** est divisée entre l'identité européenne et l'identité nationale.

On le trouve chez Pierre Mendès-France, le 18 01 1957, lors du grand débat à l'Assemblée Nationale sur le Marché Commun, auquel il est opposé. Au cœur de son discours ces arguments :

- Le texte proposé est basé sur le libéralisme, contraire à une tradition française.
- C'est l'abdication d'une démocratie, caractérisée par la séparation des pouvoirs, à une autorité supérieure, l'Europe. (référence aux pleins pouvoirs à Pétain en 1940).
- C'est l'Europe, au nom de la Technique, qui exercera le pouvoir.

On retrouve les mêmes arguments chez certains gaullistes en juillet 1957, puis chez Seguin et Chevènement. La résistance est de nature identitaire et vient d'une conception rousseauiste du pouvoir qui suppose la souveraineté de l'état et la souveraineté démocratique par :

- la maîtrise de l'économie
- l'opposition entre la politique et la technique et les technocrates,
- la hantise des transformations qui nourrit l'image du modèle antérieur d'un « âge d'or » qui s'apparente à un « mythe modèle » puisant aux sources d'une ligne traditionnelle intellectuelle française :
 - 1 – tradition républicaine qui date de la révolution française,
 - 2 – théorie fondée l'identité de la nation et de l'état,
 - 3 – le C.N.R (Conseil National de la Résistance) qui définit une stratégie dirigiste
 - 4 – idéaux de la république moderne développée dans les années 50 : modèle français de grande république publique colbertiste.

Cette tradition politico-intellectuelle a imprégné de nombreux courants



Pierre
Mendès-France

QUESTIONS / REPONSES

Pourquoi les partis anti-européens présentent -ils des candidats aux élections européennes ?

- *C'est une question d'argent : pour remplir les caisses de leurs partis !*
- *pour donner des postes intéressants financièrement à leurs fidèles militants ,*
- *pour se mettre en valeur en particulier dans les médias, les élections européennes « s'ajoutant » aux élections nationales..*

Dans plusieurs pays des partis anti-européens sont au pouvoir. Quelles conséquences pour l'Europe ? Vont-ils la quitter ?

Ils ont fait le choix de l'Europe :

- *pour pouvoir faire partie de l'OTAN et obtenir ainsi une protection militaire*
- *pour obtenir des subventions qui leur permettent de développer leur économie.*
- *la manne financière ainsi obtenue, font qu'ils ne sont pas prêts à quitter l'Europe dont ils sont dépendants financièrement. (Voir Pologne ou Italie qui veulent la réformer mais pas la quitter)*

Parlement européen : Que peut-il se passer si ces partis anti-européens s'unissent ? Deviennent majoritaires ?

Ces partis anti-européens ont pour objectif commun le rejet de l'Europe et l'empêcher de fonctionner mais n'ont aucun projet commun et sont en fait divisés.

Par ailleurs tout le pouvoir n'appartient pas au Parlement Européen : la Commission Européenne joue aussi un rôle important.

Un des principes de la démocratie est d'accepter les critiques. Les débats, les conflits, peuvent faire avancer la construction européenne. Jusqu'ici les débats sont consensuels : les 27 pays adhérents veulent l'Europe.

Le conférencier n'est pas pessimiste.

Cependant aucune structure n'est éternelle : l'URSS, la Yougoslavie ont disparu.

La disparition de l'Europe est plausible.